

## Enquête annuelle sur le marché du gaz naturel : résultats 2012

L'année 2012 marque une inversion de tendance sur le marché français du gaz naturel par rapport à 2011, à la fois en termes d'approvisionnement et de consommation. La part du GNL (gaz naturel liquéfié) dans l'approvisionnement national et celle des achats sur contrats de court terme, baissent en 2012 après avoir fortement augmenté en 2011. Globalement l'approvisionnement extérieur de la France en gaz naturel est en baisse. Par ailleurs, la consommation de

gaz est en hausse, 2012 étant une année globalement moins chaude que 2011, et de surcroît bissextile. La consommation de gaz par la branche énergie diminue tandis que la consommation de l'industrie augmente. La part des deux régions les plus industrialisées, Île-de-France et Rhône-Alpes, augmente logiquement. Conséquence d'un approvisionnement en baisse et d'une consommation en hausse, les stocks ont été fortement sollicités en 2012.

### La production de gaz naturel en France touche à sa fin

Total, principal opérateur de production gazière en France, a exploité le gisement de Lacq jusqu'à l'arrêt de sa commercialisation en octobre 2013. À cette production, située dans le Sud-Ouest, s'ajoute une production marginale de gaz de mine (grisou) extrait des anciennes houillères du Nord-Pas-de-Calais. La production commercialisée de gaz en France ne représente que 1,2 % de la consommation totale, soit 5,8 TWh injectés dans le réseau de transport en 2012<sup>1</sup>.

### Le solde des entrées-sorties de gaz naturel recule en 2012 pour la deuxième année consécutive

Du fait de sa position géographique, le territoire français est un lieu de passage du gaz entre le Nord et le Sud de l'Europe, notamment la péninsule ibérique.

En 2012, le gaz est entré en France par cinq points principaux : trois entrées par gazoducs, situées dans le quart nord-est du territoire, et deux entrées situées dans des ports :

- à **Taisnières** (Nord-Pas-de-Calais) entre le gaz à bas pouvoir calorifique en provenance des Pays-Bas, ainsi que du gaz de Norvège (à haut pouvoir calorifique) transitant par les Pays-Bas et la Belgique par les gazoducs Segeo et Zeepipe, relié au hub de Zeebrugge ;
- à **Dunkerque** (Nord-Pas-de-Calais) entre le gaz arrivant directement depuis la Norvège par le gazoduc sous-marin Franpipe ;
- à **Obergailbach** (Lorraine) arrive du gaz naturel de Russie après avoir transité par l'Allemagne ;

- à **Fos-sur-Mer** (Provence-Alpes-Côte d'Azur) et **Montoir-de-Bretagne** (Pays de la Loire), les trois terminaux méthaniers Fos Tonkin, Fos Cavaou et Montoir accueillent des livraisons de GNL en provenance principalement d'Algérie, du Qatar, du Nigéria, d'Égypte et de Trinité-et-Tobago.

EDF construit actuellement un terminal méthanier à Dunkerque, qui utilisera la chaleur produite par la centrale nucléaire de Gravelines pour regazéifier le GNL.

Une partie du gaz entrant en France n'est pas consommé sur place et ressort du territoire en trois points principaux :

- **Oltingue** (Alsace) à la frontière franco-suisse ;
- **Biriatou et Larrau** (Aquitaine), point de sortie du gaz naturel vers l'Espagne.

En France, le gaz est transporté par deux opérateurs : TIGF (filiale de Total jusqu'en juillet 2013), qui exploite dans le Sud-Ouest un réseau de 4 900 km, et GRT gaz (filiale de GDF-Suez) pour le reste du territoire, qui exploite un réseau de 32 600 km.

Le solde des entrées-sorties sur le réseau de transport diminue de 3,3 % en 2012 : la chute d'un tiers des entrées de GNL n'a pas été compensée par la hausse des entrées par gazoducs et le recul des sorties.

Les entrées de gaz russe à Obergailbach augmentent de 58,8 TWh (+ 33,5 %) et celles de gaz norvégien à Dunkerque de 15 TWh (+ 9,2 %). Mais dans le même temps, les injections sur le réseau de transport à Montoir reculent de plus de moitié et celles de Fos-sur-Mer de 20 %.

Malgré une augmentation de moitié des sorties vers l'Espagne, le net repli, de plus d'un tiers, des sorties vers la Suisse tire à la baisse le volume global de gaz qui ressort après avoir transité par le réseau de transport français (- 7,6 %).

<sup>1</sup> En outre, des quantités très marginales de bio-méthane ont été injectées en 2012 dans le réseau.

## Entrées et sorties de gaz sur le réseau de transport français depuis 2008

En TWh

Entrées de gaz	2008	2009	2010	2011	2012	Évolution
						2012 / 2011 en %
<b>Entrées par gazoducs</b>	<b>451,5</b>	<b>425,1</b>	<b>408,8</b>	<b>410,1</b>	<b>440,5</b>	<b>7,4</b>
Par points d'entrées :						
Dunkerque	171,9	170,7	157,6	164,1	179,1	9,2
Taisnières (gaz haut pouvoir calorifique)	126,5	120,6	109,0	119,2	105,9	-11,2
Taisnières (gaz bas pouvoir calorifique)	54,6	56,4	51,6	48,8	52,0	6,5
Obergailbach	97,8	76,0	89,5	77,0	102,8	33,5
Autres	0,8	1,5	1,2	1,0	0,7	-30,5
<b>Entrées de GNL</b>	<b>140,4</b>	<b>144,1</b>	<b>156,0</b>	<b>159,3</b>	<b>106,9</b>	<b>-32,9</b>
Par points d'entrées :						
Fos-sur-Mer	59,7	73,3	84,1	100,6	81,1	-19,4
Montoir-de-Bretagne	80,6	70,8	71,9	58,7	25,8	-56,1
<b>Total des entrées en France</b>	<b>591,9</b>	<b>569,2</b>	<b>564,8</b>	<b>569,5</b>	<b>547,4</b>	<b>-3,9</b>
Part du GNL dans les entrées	23,7%	25,3%	27,6%	28,0%	19,5%	
<b>Sorties de gaz</b>						
Oltingue	59,3	46,6	33,7	44,6	27,4	-38,5
Larrau + Biriadou	20,5	15,5	10,6	23,3	35,0	50,3
Autres	8,2	5,9	7,9	7,2	6,9	-3,6
<b>Total des sorties de France</b>	<b>88,0</b>	<b>68,1</b>	<b>52,1</b>	<b>75,0</b>	<b>69,3</b>	<b>-7,6</b>
<b>Solde des entrées-sorties</b>	<b>503,8</b>	<b>501,1</b>	<b>512,7</b>	<b>494,5</b>	<b>478,1</b>	<b>-3,3</b>

Source : SOeS, enquête annuelle sur la statistique gazière

## La Norvège et la Russie sont les principaux fournisseurs du marché français et l'essor du GNL est stoppé net

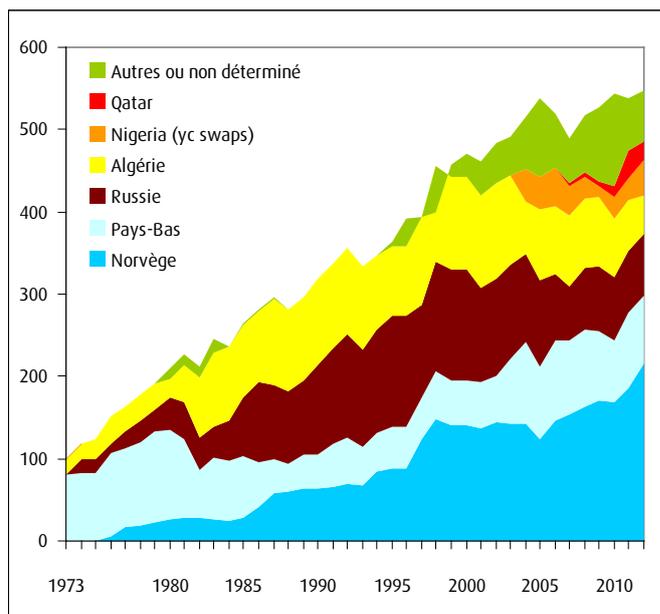
Au début des années 1970, le gaz naturel consommé en France provenait principalement de l'Union européenne, c'est-à-dire de France (production nationale) ou bien des Pays-Bas. Seul un petit cinquième du gaz importé provenait d'Algérie. Dans un contexte de déclin de la production française et d'essor de la consommation, la part de l'Algérie a fortement augmenté pour atteindre un pic au milieu des années 1980 (près des 40 % des importations). Cette part a ensuite diminué régulièrement jusqu'en 2012, année où l'Algérie ne représentait plus que 9 % des entrées. De même, la part de l'autre fournisseur historique de la France, les Pays-Bas, a décliné régulièrement. Elle oscille depuis une trentaine d'années entre 10 % et 20 % des entrées. Parallèlement, la Russie est devenue un fournisseur important, occupant même la première place au début des années 1990 (37 % des entrées en 1995), puis sa part a décliné pour se stabiliser depuis quelques années autour de 14 %. À partir de la fin des années 1990, c'est la Norvège qui s'est substituée à la Russie comme premier fournisseur de la France, avec une part de marché qui atteint 39 % en 2012. Enfin, avec le développement du GNL, d'autres pays exportateurs sont apparus depuis quelques années, Nigéria et Qatar notamment. Cependant, en 2012, les tensions sur le marché du GNL et notamment l'essor de la demande asiatique ont perturbé le développement de leurs livraisons en France et d'une façon générale en Europe.

Les importations sur contrats de court terme (durée inférieure ou égale à deux ans) continuent de progresser, en part relative, et représentent 14,6 % des importations en 2012, contre 13,0 % en 2011 et seulement 7,6 % en 2010. Leur poids croissant s'explique par l'écart, de l'ordre de 30 % en moyenne sur l'année 2012, entre les

prix spot et les prix des contrats de long terme<sup>2</sup>. Cette croissance de la part des contrats de court terme a toutefois été ralentie en 2012 par la raréfaction relative du GNL disponible pour l'Europe.

## Les importations de gaz naturel selon le pays de provenance

En TWh



Source : SOeS, enquête annuelle sur la statistique gazière

<sup>2</sup> Ces prix long terme sont indexés pour partie sur les prix du pétrole et pour une part croissante sur les prix spot.

## Un mécanisme permanent d'ajustement des ressources à la demande de gaz naturel

Pour répondre à la demande de gaz naturel trois types de ressources peuvent être mobilisées : la production nationale, les importations et le soutirage du gaz préalablement stocké dans des cavités souterraines.

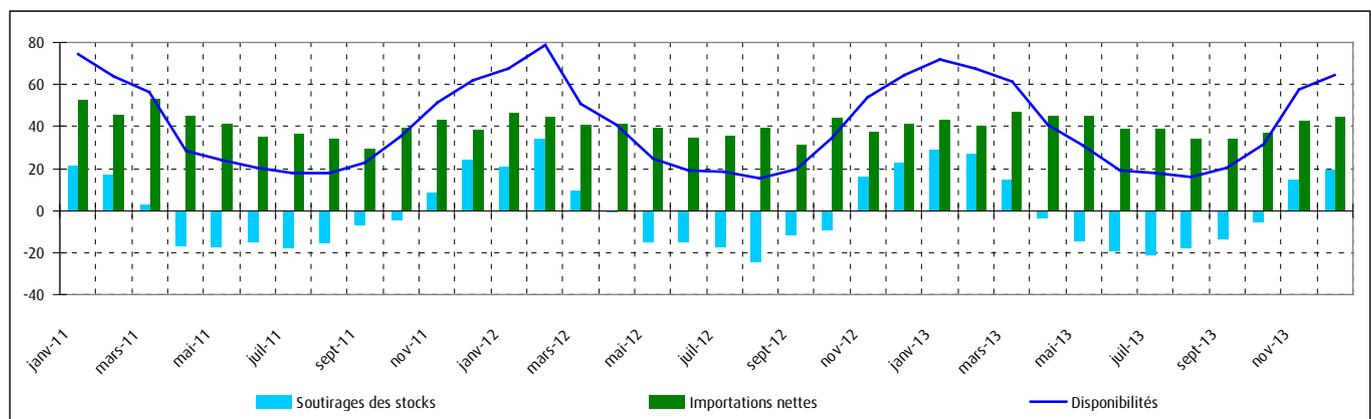
La production nationale représentait la majeure partie des ressources jusqu'au milieu des années 1970, mais la stagnation de cette production, puis son déclin, et surtout la forte croissance de la consommation ont nécessité une augmentation rapide des importations nettes<sup>3</sup>.

Les importations de gaz s'effectuent en continu tout au long de l'année, mais les quantités importées sont limitées à la fois par la

disponibilité du GNL sur le marché et par les débits des gazoducs. Comme la consommation de gaz est trois fois plus importante pendant la période de chauffage, l'ajustement des ressources aux emplois est assuré en modulant les réserves souterraines. De mai à septembre, l'excédent est stocké (période dite de « remplissage »). D'octobre à avril, en période de chauffage, un déstockage de ces réserves est nécessaire pour faire face à la demande (période dite de « soutirage »). Ainsi en août 2012, les importations ont été deux fois et demi supérieures à la demande et la différence a été affectée au remplissage des réserves. En février 2012, au contraire, en raison d'une vague de froid intense, seulement 56 % de la demande a été couverte par les importations, la différence étant comblée par le soutirage des réserves souterraines.

### Ajustement mensuel des ressources aux emplois

En TWh



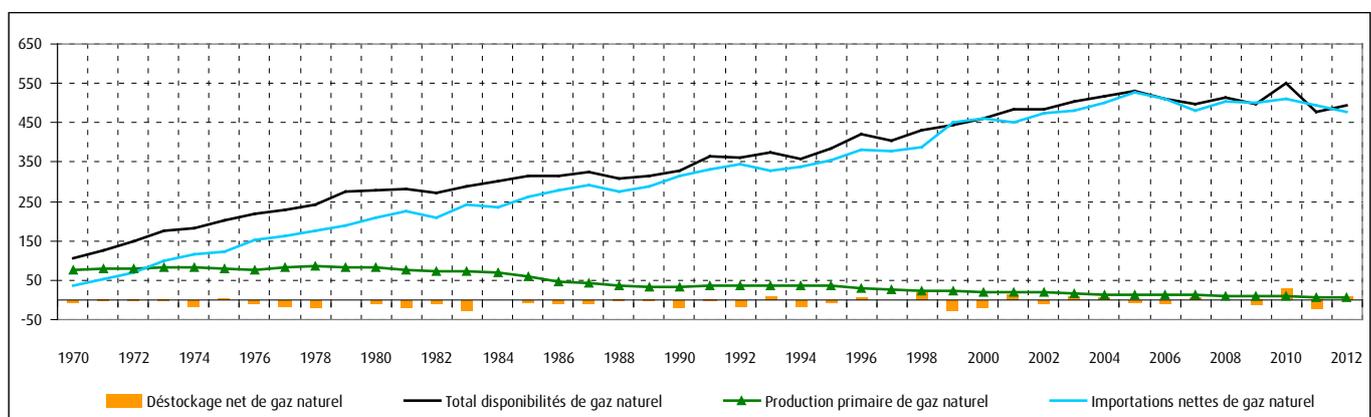
Source : SOeS, enquête annuelle sur la statistique gazière

Au cours des années antérieures à 2000, les stocks en fin d'année étaient le plus souvent supérieurs aux stocks en début d'année. Depuis une quinzaine d'années, en revanche, une année sur deux s'est soldée par un déstockage net. Une année se soldée par un

stockage ou par un déstockage, en fonction à la fois des températures plus ou moins froides qui influent sur la consommation, et du niveau des importations nettes de l'année. L'année 2012 s'est ainsi soldée par un déstockage net de près de 10 TWh.

### Ajustements annuels des emplois et des ressources en gaz naturel : production, importations et stockage /déstockage<sup>4</sup>

En TWh



Source : SOeS, enquête annuelle sur la statistique gazière

<sup>3</sup> Importations nettes des exportations.

<sup>4</sup> Valeur positive = déstockage global sur l'année, valeur négative = stockage global sur l'année.

## Des stocks utiles en diminution continue

Au début de l'année 2012, soit en période de soutirage, le niveau des stocks utiles était supérieur à celui observé douze mois plus tôt. Mais la consommation hivernale a été forte, en raison notamment d'un mois de février particulièrement froid (- 3,6°C par rapport à la référence trentenaire) et le niveau des stocks a fortement baissé. Par la suite le remplissage des réservoirs durant l'été s'est effectué au ralenti. En effet, jusqu'à présent, la différence de prix été-hiver du gaz

couvrait les frais de stockage. Ce différentiel se réduisant, il y a moins d'intérêt pour les fournisseurs à acheter du gaz l'été pour le stocker en vue de l'hiver. Le niveau des stocks est ainsi resté inférieur à celui des années passées à l'entrée en période de chauffe. Cependant, l'automne 2012 plutôt doux a permis de boucler l'année avec des stocks utiles de 84,1 TWh, supérieurs à ceux de fin 2010, les plus bas de la décennie, mais néanmoins nettement inférieurs à ceux généralement observés, qui oscillent entre 90 et 110 TWh.

## Évolution du niveau des stocks utiles au long de l'année

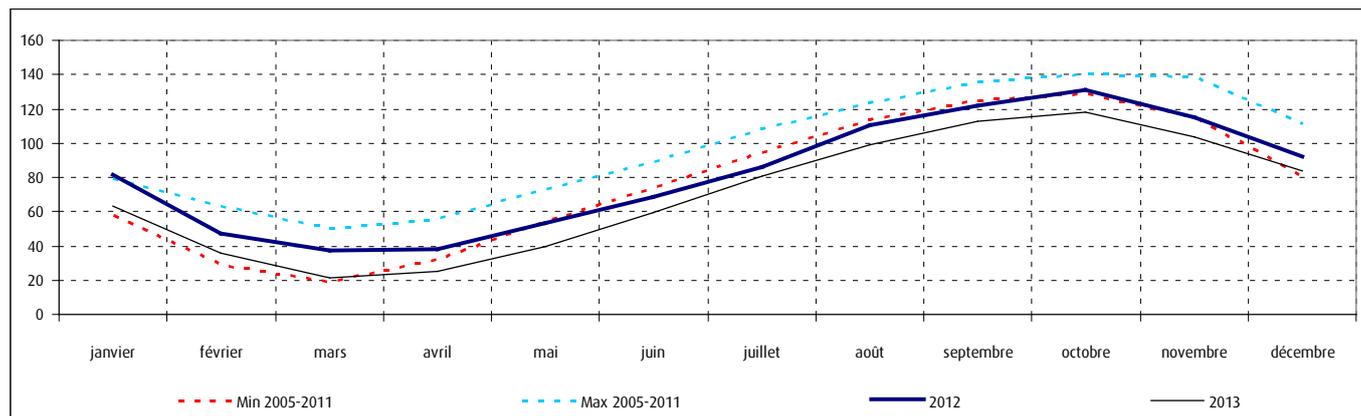
En TWh

	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Au 30 avril, fin de période de soutirage	32,9	31,8	45,5	51,7	38,9	46,3	55,9	38,2	25,2
Au 30 septembre, fin de période de remplissage	124,9	130,6	129,0	135,3	135,3	129,6	130,1	122,0	112,6
Au 31 décembre	91,8	103,5	97,8	96,9	111,0	80,8	102,2	92,3	84,1

Source : SOeS, enquête annuelle sur la statistique gazière

## Stocks utiles en fin de mois

En TWh



Source : SOeS, enquête annuelle sur la statistique gazière

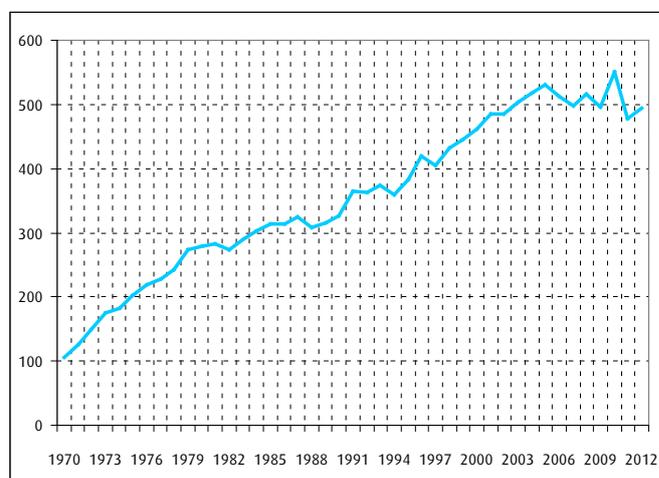
## Une consommation qui tend à se stabiliser

En 2012, la consommation primaire de gaz naturel s'est redressée légèrement de 3,2 %, après une chute de 13,1 % en 2011 (*encadré méthodologique*) et un bond de 10,9 % en 2010. Ainsi, à 493,9 TWh, elle se situe juste en-dessous du niveau moyen de la période 2006-2009. Ces évolutions récentes contrastées ont été principalement dues aux conditions climatiques de ces trois dernières années. En effet, après une année 2010 considérée comme la plus froide des deux dernières décennies et 2011 qualifiée d'année la plus chaude jamais enregistrée depuis 1900, l'année 2012 a été médiane, donc moins chaude que la précédente, ce qui a entraîné un plus grand recours au chauffage. Il s'agissait de plus d'une année bissextile.

En tendance, la consommation de gaz naturel a augmenté régulièrement et fortement jusqu'au milieu des années 2000, puis elle s'est stabilisée à un niveau représentant cinq fois la consommation de l'année 1970 et supérieur de moitié à celui de l'année 1990.

## Consommation totale d'énergie primaire de gaz naturel

En TWh



Source : SOeS, enquête annuelle sur la statistique gazière

## Mesure de la consommation

Pour mesurer le niveau global de la consommation de gaz naturel on s'appuie sur les données physiques fournies par les deux gestionnaires du réseau de transport. Ces mesures, issues de télé-relevés, sont précises et ne font pas l'objet de révisions. Elles mesurent les flux de gaz sur le réseau pendant l'année civile, mais excluent de fait les consommations qui ne transitent pas par le réseau de transport. Ces dernières sont actuellement marginales. Il s'agit principalement de la consommation des industriels implantés sur le lieu de production et approvisionnés directement par celui-ci, de la consommation locale de bio-méthane, et, plus récemment, de la consommation de « GNL porté », c'est-à-dire acheminé par camion ou par bateau depuis le terminal méthanier vers le lieu de consommation. Les données communiquées par

les fournisseurs sont, quant à elles, issues de fichiers-clients et font référence à des contrats commerciaux. Les dates de livraisons effectives du gaz peuvent ainsi ne pas correspondre strictement à l'année civile. En conséquence, il a été décidé de caler les résultats de l'enquête sur la statistique gazière (ventilation des livraisons par secteur et par région) sur le total de la consommation fourni par les transporteurs. Enfin, le code activité des clients, tel qu'il figure dans le fichier des fournisseurs, peut ne pas correspondre exactement à l'activité de l'installation consommatrice : ainsi les livraisons au secteur résidentiel semblent notablement sous-estimées, une partie des livraisons au résidentiel collectif étant sans doute affectée à d'autres secteurs.

## Les secteurs consommateurs de gaz naturel

Le secteur résidentiel représente le tiers des livraisons, le secteur tertiaire environ 18 %, l'industrie 29 % et le secteur de l'énergie 19 %. Ces proportions sont relativement stables d'une année à l'autre, à l'exception notable de la production d'électricité et de chaleur dont la part est passée de 7,4 % à 18,5 % entre 2007 et 2010

avec le développement des centrales électriques à cycle combiné au gaz. Toutefois la compétitivité de la filière gaz s'étant fortement dégradée en 2012 par rapport à celle de la filière charbon (faible prix du combustible, taxation peu dissuasive des émissions de CO<sub>2</sub>), le secteur de l'énergie ne représente plus que 16,9 % des livraisons de gaz naturel.

## Fournitures de gaz naturel aux clients finals

En GWh

	<i>Correspondance avec la NAF rév. 2</i>	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Production d'électricité et de chaleur	35	36 755	52 681	63 682	101 756	92 186	83 672
Raffinage, cokéfaction, extraction ...	05 à 09, 19, 36 à 39	10 495	13 801	17 752	11 235	10 572	8 664
<b>Secteur de l'énergie</b>		<b>47 250</b>	<b>66 482</b>	<b>81 434</b>	<b>112 991</b>	<b>102 758</b>	<b>92 336</b>
<b>Agriculture</b>	01 à 03	<b>3 445</b>	<b>3 097</b>	<b>2 779</b>	<b>2 871</b>	<b>2 595</b>	<b>3 210</b>
Industrie agroalimentaire	10 à 12	33 128	34 514	32 430	36 755	32 602	33 317
Produits minéraux non métalliques	23	22 024	22 719	18 823	20 496	20 582	23 604
Sidérurgie de la fonte et de l'acier	24.1 à 24.3, 24.51, 24.52	11 382	9 096	8 550	10 632	8 843	9 632
Métaux non ferreux	24.4, 24.53, 24.54	3 419	3 271	4 285	2 947	4 463	4 927
Chimie et pharmacie	20, 21	55 885	53 992	35 763	37 879	37 833	33 862
Machines	25 à 28	11 913	7 733	8 360	9 921	8 815	10 059
Matériel de transport	29, 30	9 631	6 545	5 975	6 683	4 620	5 200
Textiles, habillement et cuir	13 à 15	3 279	3 201	2 503	2 147	1 983	2 134
Pâte à papier, papier et imprimerie	17, 18	14 222	13 896	10 682	12 557	10 018	11 543
Bois et ouvrages en bois	16	0	1 027	780	819	662	928
Autre industrie	22, 31 à 33	17 496	18 557	5 115	8 621	4 708	5 239
Construction	41 à 43	3 057	7 980	3 899	5 248	3 615	3 710
<b>Industrie</b>		<b>185 436</b>	<b>182 533</b>	<b>137 165</b>	<b>154 705</b>	<b>138 743</b>	<b>144 155</b>
<b>Tertiaire</b>	45 à 99	<b>82 698</b>	<b>74 998</b>	<b>82 479</b>	<b>90 340</b>	<b>79 066</b>	<b>89 005</b>
<b>Résidentiel</b>		<b>178 292</b>	<b>188 329</b>	<b>192 660</b>	<b>189 638</b>	<b>155 502</b>	<b>165 186</b>
<b>Total des fournitures aux clients finals</b>		<b>497 121</b>	<b>515 439</b>	<b>496 517</b>	<b>550 545</b>	<b>478 663</b>	<b>493 893</b>

Source : SOeS, enquête annuelle sur la statistique gazière

## Livraisons par région et secteur

En 2012, l'Île-de-France concentre 18,4 % des livraisons ; sa part augmente légèrement par rapport à 2011, de même que celles de Rhône-Alpes (9,8 %) et de l'Alsace (5,3 %). Inversement, le poids des régions Nord-Pas-de-Calais, Provence-Alpes-Côte d'Azur, Haute-

Normandie et Lorraine diminue. En Haute-Normandie, Lorraine et Nord-Pas-de-Calais, la part du secteur de l'énergie dans les livraisons régionales était particulièrement élevée en 2011 et a fortement diminué en 2012. En Île-de-France, en Rhône-Alpes et surtout en Alsace, le secteur de l'énergie représente une part des livraisons nettement moindre.

## Fourniture de gaz par secteur et par région, en 2012

En GWh

	Agriculture	Secteur de l'énergie	Industrie							Tertiaire	Résidentiel	Total	
			Sous-total Industrie	Sidérurgie, métaux non ferreux	Textile, bois, papier, imprimerie	Chimie et pharmacie	Industrie agro-alimentaire	Machines et matériel de transport	Autres industries				Construction
Correspondance NAF rév. 2	01 à 03	05 à 09, 19, 35 à 39		23, 24	13 à 18	20, 21	10 à 12	25 à 30	22, 31 à 33	41 à 43	45 à 99		
Alsace	69	3 985	13 544	1 602	948	7 503	2 178	968	223	122	3 294	5 434	<b>26 326</b>
Aquitaine	189	7 119	4 023	767	782	836	935	404	130	170	4 835	7 627	<b>23 793</b>
Auvergne	45	779	2 787	780	159	230	533	529	445	111	2 360	3 670	<b>9 641</b>
Basse-Normandie	61	1 237	2 507	160	161	192	1 517	393	48	34	2 009	2 833	<b>8 647</b>
Bourgogne	168	1 744	4 118	2 375	153	279	516	448	254	94	2 638	5 200	<b>13 868</b>
Bretagne	495	3 330	4 744	143	470	231	3 050	506	166	178	3 032	5 183	<b>16 784</b>
Centre	133	1 642	6 108	1 237	1 539	411	1 835	544	385	157	3 296	6 363	<b>17 542</b>
Champagne-Ardenne	165	1 054	6 024	1 480	316	346	3 013	577	244	48	1 811	3 944	<b>12 997</b>
Corse	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Franche-Comté	31	1 496	3 808	746	530	1 467	255	645	86	79	1 920	2 745	<b>10 001</b>
Haute-Normandie	87	6 179	10 043	650	541	6 076	2 016	543	125	91	2 513	4 587	<b>23 409</b>
Île-de-France	354	18 480	12 053	2 903	1 156	1 985	2 334	2 437	411	827	18 686	41 328	<b>90 901</b>
Languedoc-Roussillon	69	726	1 894	1 062	141	86	396	138	32	38	2 259	4 245	<b>9 193</b>
Limousin	19	1 127	735	154	120	156	167	85	24	29	1 467	1 670	<b>5 018</b>
Lorraine	134	7 104	9 755	3 370	2 058	1 903	1 008	1 080	211	125	3 885	9 311	<b>30 190</b>
Midi-Pyrénées	77	1 314	4 600	1 598	369	1 167	549	735	100	81	3 841	6 152	<b>15 983</b>
Nord-Pas-de-Calais	323	10 486	17 329	6 505	1 890	1 612	5 957	1 063	185	117	6 015	16 405	<b>50 558</b>
Provence-Alpes-Côte d'Azur	199	8 161	7 573	3 045	249	952	1 679	896	616	137	4 824	8 568	<b>29 325</b>
Pays de la Loire	239	3 376	3 758	542	709	314	1 226	612	205	150	3 862	7 259	<b>18 493</b>
Picardie	123	2 572	8 321	2 576	831	973	2 556	403	714	269	5 620	4 857	<b>21 492</b>
Poitou-Charentes	64	1 834	4 493	1 315	465	2 017	246	347	41	63	1 950	3 137	<b>11 478</b>
Rhône-Alpes	168	8 590	15 939	5 152	1 019	5 127	1 351	1 907	594	790	8 887	14 670	<b>48 253</b>
<b>Ensemble</b>	<b>3 210</b>	<b>92 336</b>	<b>144 155</b>	<b>38 163</b>	<b>14 605</b>	<b>33 862</b>	<b>33 317</b>	<b>15 258</b>	<b>5 239</b>	<b>3 710</b>	<b>89 005</b>	<b>165 186</b>	<b>493 893</b>

Source : SOeS, enquête annuelle sur la statistique gazière

## Fourniture de gaz par secteur et par région, en 2011

En GWh

	Agriculture	Secteur de l'énergie	Industrie							Tertiaire	Résidentiel	Total	
			Sous-total Industrie	Sidérurgie, métaux non ferreux	Textile, bois, papier, imprimerie	Chimie et pharmacie	Industrie agro-alimentaire	Machines et matériel de transport	Autres industries				Construction
correspondance NAF rév. 2	01 à 03	05 à 09, 19, 35 à 39		23, 24	13 à 18	20, 21	10 à 12	25 à 30	22, 31 à 33	41 à 43	45 à 99		
Alsace	180	1 985	11 246	736	934	5 725	2 158	1 107	360	226	4 522	3 905	<b>21 839</b>
Aquitaine	258	8 488	3 327	659	745	633	597	378	127	189	3 362	7 871	<b>23 305</b>
Auvergne	15	475	3 035	663	77	124	838	517	750	66	1 549	3 665	<b>8 739</b>
Basse-Normandie	13	726	2 542	39	153	149	1 743	316	76	65	1 527	2 807	<b>7 614</b>
Bourgogne	44	1 174	3 313	1 548	100	133	440	547	423	122	2 427	5 189	<b>12 146</b>
Bretagne	677	1 298	3 786	97	475	242	2 146	493	180	153	3 060	5 229	<b>14 050</b>
Centre	133	2 962	5 037	791	1 002	377	1 635	501	560	172	2 720	6 497	<b>17 349</b>
Champagne-Ardenne	97	1 662	5 608	1 190	672	232	2 588	465	422	39	1 793	3 895	<b>13 056</b>
Corse	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Franche-Comté	7	2 708	2 353	438	257	472	126	895	133	32	1 458	2 760	<b>9 286</b>
Haute-Normandie	20	7 417	12 048	599	447	8 632	1 591	404	200	175	1 701	4 683	<b>25 869</b>
Île-de-France	84	12 990	10 595	2 141	671	3 364	1 260	1 841	562	755	16 402	39 865	<b>79 935</b>
Languedoc-Roussillon	97	1 015	1 344	734	116	104	252	38	29	72	2 296	4 400	<b>9 152</b>
Limousin	6	1 252	657	182	129	30	154	93	36	33	779	1 653	<b>4 347</b>
Lorraine	101	9 963	8 291	3 404	1 449	1 372	707	1 110	107	142	3 489	10 691	<b>32 534</b>
Midi-Pyrénées	16	956	2 996	770	402	750	413	478	59	125	3 037	6 194	<b>13 198</b>
Nord-Pas-de-Calais	62	13 462	19 781	4 817	1 577	1 650	8 806	1 439	255	1 236	4 562	16 934	<b>54 801</b>
Provence-Alpes-Côte d'Azur	267	11 316	11 253	2 855	443	6 740	645	311	50	209	4 803	8 984	<b>36 625</b>
Pays de la Loire	262	5 953	4 642	602	648	124	1 773	628	765	101	4 151	7 516	<b>22 524</b>
Picardie	10	2 578	7 954	1 980	702	978	2 474	470	1 223	128	5 290	5 012	<b>20 845</b>
Poitou-Charentes	44	598	2 692	933	435	307	467	305	82	163	1 519	3 217	<b>8 070</b>
Rhône-Alpes	94	8 111	13 134	3 443	1 235	4 053	848	2 115	1 130	310	7 484	14 555	<b>43 378</b>
<b>Ensemble</b>	<b>2 488</b>	<b>97 089</b>	<b>135 634</b>	<b>28 620</b>	<b>12 668</b>	<b>36 193</b>	<b>31 660</b>	<b>14 452</b>	<b>7 527</b>	<b>4 514</b>	<b>77 931</b>	<b>165 521</b>	<b>478 663</b>

Source : SOeS, enquête annuelle sur la statistique gazière

## Méthodologie

Cette publication présente les résultats de l'enquête annuelle sur la statistique gazière, ainsi que quelques résultats de l'enquête mensuelle associée à la conjoncture gazière. Elle concerne tous les acteurs de la filière : producteurs, transporteurs, distributeurs, fournisseurs, opérateurs de stockages et gestionnaires de terminaux méthaniers. Il s'agit d'une enquête obligatoire et exhaustive, auprès de tous les opérateurs agréés. Dans un contexte d'ouverture du marché du gaz, cette enquête est la seule source exhaustive permettant de mesurer les volumes totaux de gaz entrés, sortis, stockés et consommés en France, leur répartition entre les différents secteurs consommateurs, les évolutions des consommations ainsi que l'état de l'ouverture du marché.

La description du fonctionnement de l'approvisionnement en gaz a été enrichie de renseignements individuels tirés de l'édition 2013 du Panorama énergies-climat de la Direction générale de l'énergie et du climat.



### Chiffres & statistiques

**Commissariat général  
au développement  
durable**

**Service  
de l'observation  
et des statistiques**

Tour Voltaire  
92055 La Défense cedex  
Mel : diffusion.soes.cgdd  
@developpement-  
durable.gouv.fr

**Directeur  
de la publication**  
Sylvain Moreau

**ISSN** : 2102-6378

© SOeS 2014

 **Didier CADIN**